Le terrorisme n'a rien à voir avec l'islam

Autor(en): **Meylan, François**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **151 (2006)**

Heft 8-9

PDF erstellt am: **29.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-346619

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Le terrorisme n'a rien à voir avec l'islam

«Le terrorisme d'Etat n'est évidemment pas une nouveauté: les guerres coloniales, la Terreur, la Contre-Terreur n'en sont pas les premiers exemples historiques, beaucoup les ont précédés alors que la chose ne portait pas encore de dénomination précise.»

John K. Cooley, journaliste anglais

Le terrorisme, arme de violence politique, est employé dans le cadre d'actions de guerre asymétrique. Il sous-tend une planification suivie d'une organisation. Il en découle l'existence d'un complot. Le terrorisme n'est pas une doctrine, même s'il est toujours piloté par un mandant ou une organisation politique, souvent mafieuse. Il n'implique nullement une vision du monde. Affirmer qu'Al-Qaïda existe véritablement ou qu'une organisation religieuse vise à établir un *Califat mondial* ressort plus de la réduction simpliste que d'une réelle connaissance du problème[1].

Major François Meylan

Cette caricature qui nous est bien trop fréquemment servie favorise la paresse intellectuelle. Quant à l'Islam, il n'a rien à voir avec le terrorisme. Il se trouve dans des situations diverses, soit pris en otage par les terroristes, soit dénaturé par des leaders religieux qui s'en servent pour asseoir leur pouvoir.

On ne peut aborder le problème grave du terrorisme de manière pertinente sans éclairer son contexte, tant idéologique que financier. Analyser les causes qui l'alimentent, à savoir une politique étrangère occidentale sujette à caution, une économie ancrée dans le «Tout pétrole», l'influence grandissante des lobbies de l'armement et l'expansion du crime organisé, la mondialisation étant utilisée comme vecteur par le crime organisé. Quantité d'individus s'enrichissent avec l'*industrie terroriste*, au même titre que d'autres deviennent riches avec le commerce des armes.

Pour mieux comprendre la constellation terroriste, il est judicieux d'explorer deux pistes:

1. Al-Qaïda en tant que telle n'existe pas.

2. Le terrorisme et les violences politiques sont des actions de guerre asymétriques sous-tendues par des ambitions politiques au sens large, elles ne sont pas motivées par la religion. La trame de fonds n'a guère changé. Elle reste similaire au terrorisme que nous avons vécu au cours des décennies 1980 et 1990. En arrière-plan, on trouve le parrainage direct ou indirect d'un Etat ou de dignitaires politiques.

Effet de mode et fond de commerce, quantité de spécialistes autoproclamés d'Al-Qaïda ou d'Oussama Ben Laden interviennent régulièrement dans le paysage médiatique. Le plus flagrant est la multitude d'orthographes que nous trouvons dans la documentation de référence concernant les noms propres des terroristes et les appellations des différentes mouvances. A croire parfois que l'on ne parle pas des mêmes personnes ni des mêmes événements.

L'utopie de la «Guerre des civilisations»

Les adeptes d'une «Guerre des civilisations» sont aussi dan-gereux que sectaires. Ainsi la thèse soutenue par l'Américain Samuel Huntington dans son livre *Le Choc des civilisations*. Selon lui, les principaux facteurs de conflits ne seraient plus d'ordre idéologique ou économique, mais culturel. Diplômé d'Harvard, il soutient qu'aux guerres qui opposaient

[1] *Extraits de mon ouvrage* Londres le 7 juillet... *sur le terrorisme international paru aux éditions lepublieur.com.*

l'Est et l'Ouest, le Nord au Sud se seraient substituées celles des civilisations. Dans son camp se dressent les tenants du «Choc des civilisations», qui mettent en évidence l'incompatibilité de l'islam avec les valeurs de l'Occident.

En aucun cas, Huntington ne saurait expliquer le terrorisme par un différentiel culturel. En effet, le terrorisme n'a pas son origine au Moyen-Orient. Les exemples ne manquent pas, qui démontrent que les islamistes n'ont pas la paternité du terrorisme. Entre autres, l'attentat perpétré par un sergent des *Marines* en avril 1995 contre le bâtiment administratif fédéral à Oklahoma City, voulant venger la disparition de la secte des Davidiens; il tua 168 personnes. Il y a aussi les violences politiques de l'ETA en Espagne, celles de l'IRA en Grande-Bretagne, le terrorisme corse, l'attaque des casernes en Colombie par les cartels de la drogue.

L'action terroriste figure dans le catalogue de la doctrine militaire des grandes puissances dans le volet de la guerre indirecte. Tout comme la guerre psychologique et la déception par l'information.

L'Afghanistan et la guerre de l'opium

Comme pour les attentats du 11 septembre, une partie des pistes des attentats de Londres aboutissent en Afghanistan. Durant les années de guerre antisoviétique, on vit se développer la production d'opium pour, entre autres, financer l'effort des chefs de guerre de l'intérieur. Ce fut en partie le cas pour le commandant Massoud qui ne bénéficiait que peu de l'aide militaire et financière américaine. Les Etats-Unis préférant soutenir plus activement les plus radicaux du pays. Par la suite, l'opium a été l'une des clés de l'économie de guerre des Talibans. Au cours de l'année 2000, le régime taleb a voulu réduire les stocks, à la demande des mafias d'Asie centrale préoccupées par le risque de baisse des prix qu'une surproduction pourrait entraîner. Il a interdit la production par une *fatwa* du mollah Omar. C'est au début 2001, alors que la sécheresse se développait, que les paysans n'ont pas semé de pavot, sauf dans les régions contrôlées par l'Alliance du Nord de Massoud. Le prix de la pâte brune prit rapidement l'ascenseur, ce qui a permis aux Talibans et aux mafias locales d'engranger des plus-values substantielles.

La problématique demeure. Cette industrie criminelle concerne des personnes qui se trouvent à des niveaux élevés de l'appareil militaire, tant afghan que pakistanais, des notables qui se jouent aussi bien des réseaux mafieux que de l'intégrisme. Le Pakistan voisin a souvent considéré l'Afghanistan comme une base arrière. Une profondeur dans son dispositif antagoniste contre l'Inde et le sud de l'ex-Union soviétique.

La rente opiacée est perverse: un agriculteur afghan de niveau modeste peut gagner 3000 dollars par récolte. Autrement, il n'aurait que ses 3 tonnes de blé, soit 450 dollars pour faire vivre sa famille.

Jean Arnault, représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, considère pour sa part que l'environnement sécuritaire évolue négativement depuis 2005. On ne saurait attribuer l'inflation de la violence aux seuls extrémistes. La drogue et les rivalités locales, la criminalité ordinaire et la corruption y jouent un rôle important. Quant à Antonio Maria Costa, directeur de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, il déclare que les revenus engendrés par l'opium sont estimés à 2,8 milliards de dollars pour 2004, uniquement pour les trafiquants régionaux et les chefs de guerre. Maria Costa constate que ces derniers sont à la tête d'organisations quasi militaire et qu'une «réponse efficace» nécessiterait le déploiement d'une force équivalente.

Ces mêmes malfaiteurs trouvent dans le terrorisme une arme de guerre asymétrique relativement bon marché mais au combien redoutable. A l'heure actuelle, aucune région du pays n'est sécurisée, ceci malgré les 6500 soldats de l'ISAF.

L'Afghanistan reste aux mains des seigneurs de guerre qui exercent leur influence par le biais de la culture de la fleur mortelle. Ces individus ont même les moyens de porter la terreur en Europe. On en a eu la preuve à Londres. On le voit, la problématique du terrorisme est sensiblement différente que l'image simpliste d'une poignée d'intégristes religieux.

On ne saurait prétendre lutter efficacement contre le terrorisme international sans s'attaquer aux réseaux du crime organisé dans leurs ensembles et aux trafics d'influences.

F. M.